

[euractiv.fr](https://www.euractiv.fr)

Après le Brexit... une Défense européenne ?

Par : *André Flahaut*

5-7 minutes

Pour André Flahaut, le Brexit constitue une opportunité unique de donner corps à un projet concret de défense européenne complémentaire à l'OTAN.

Le socialiste belge André Flahaut, ministre du Budget et de la Fonction publique au sein du gouvernement Demotte III, a également été à la tête du portefeuille de la Défense nationale de 1999 à 2007.

Sans surprise, ce 29 janvier, les eurodéputés ont voté — à une écrasante majorité — l'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne. Cet accord prend effet vendredi. Le gouvernement britannique va pouvoir officiellement commencer à négocier ses relations futures avec l'UE ; celles de nature économique bien sûr, mais encore celles liées à la sécurité ou aux migrations... Toutefois, conclure un accord de libre-échange en à peine onze mois — comme l'exige Boris Johnson — semble tenir de la gageure. D'ici là, et jusqu'au 31 décembre prochain, les relations actuelles avec l'Union européenne sont maintenues. Après, c'est le saut dans l'inconnu...

Ceci étant, force est de constater que le Royaume-Uni aura bien du mal à maintenir sa cohésion : la majorité des Anglais et des Gallois sortiront de l'Union européenne de leur plein gré, mais les

Nord-Irlandais ont, le 12 décembre — ceci pour la première fois —, voté majoritairement en faveur du Sinn Fein, donc de la réunification de l'Irlande, et pour le maintien du pays au sein de l'UE.

Enjeux économiques et militaires

Inutile de dire que Boris Johnson n'hésitera pas à pratiquer le *dumping* sous toutes ses formes pour sauver ses producteurs, bientôt privés du grand marché européen. Il entend modifier les lois sur l'agriculture, la pêche, le commerce et les services financiers pour les rendre plus compétitifs. L'UE, de son côté, lui demande la mise en place de normes communes dans les domaines de la fiscalité, des aides d'État, de la protection sociale, mais encore de l'environnement — ce qu'il refuse avec force. Il n'en reste pas moins qu'une confrontation avec l'Europe unie s'avère très risquée : les 447 millions d'Européens ont réalisé un PIB de 12 058 milliards d'euros en 2019, contre 2 549 milliards d'euros pour les quelque 66 millions de Britanniques. La différence, forcément, est de taille.

Partant, le Royaume-Uni connaîtra sans doute certaines difficultés économiques. Elles rendront plus difficile la nécessaire remise à niveau de ses forces armées. Le secrétaire d'État britannique à la Défense, Ben Wallace, a d'ailleurs déclaré en septembre dernier vouloir mettre un terme aux pénuries de personnel, aux systèmes d'armes inopérants et aux trop faibles stocks. Pour lui — en dépit de certains investissements récents — l'armée britannique a, depuis une vingtaine d'années environ, été vidée de sa substance. La cause : un sous-financement chronique lié à des décisions à court terme. Par suite, Wallace estime irréalistes les économies projetées par le ministère des Finances sur le budget de la Défense.



Très concrètement, le ralentissement économique qui devrait succéder au Brexit ne manquera pas d'avoir des conséquences négatives sur les capacités militaires que nos voisins d'outre-Manche veulent continuer à mettre à disposition des États-Unis et de l'OTAN. Ceci avec deux priorités : la dissuasion nucléaire et l'échange de renseignements. Il n'empêche que le prix humain et matériel payé en Afghanistan comme en Irak, a été et restera très lourd, tout spécialement à cause des soins à apporter aux vétérans. Ceci ne manquera pas de peser politiquement dans la balance.

Le Brexit, une occasion pour l'Europe unie

Au reste, il est impossible de nier que les Britanniques ne se sont jamais beaucoup engagés dans les opérations militaires européennes. Et même s'ils nous ont — ponctuellement — conforté par leur industrie de Défense, ainsi que par leurs capacités de recherche et de développement, leur présence n'a cessé de nous handicaper et de nous ralentir. Le Royaume-Uni a, par exemple, limité drastiquement les moyens budgétaires et

humains de l'Agence européenne de défense ou du Centre satellitaire de Torrejon, et retardé considérablement le développement du programme Galileo. L'Union européenne s'en est trouvée lourdement affaiblie. Il est donc temps que les — désormais — 27 membres de l'UE s'unissent autour d'un projet concret de Défense européenne complémentaire à l'OTAN. Dans un monde de plus en plus instable, il est essentiel de favoriser l'émergence d'un tel projet capable de limiter notre dépendance à l'égard des États-Unis dont les choix, tant politiques que stratégiques, nourrissent chaque jour nos plus vives préoccupations.

La recherche de synergies européennes représente l'occasion d'assurer une meilleure coordination des formations, des entraînements et des achats de matériel, ce qui augmenterait l'efficacité de nos dépenses en matière de Défense. Plus que jamais, l'urgence est là !



La Défense européenne : un outil pour la paix

Nous devons donc établir très vite un mode de gouvernement fédéral capable de faire émerger une Défense effective, non pour faire la guerre à la Russie ou à la Chine, mais bien pour maintenir la paix ; stabiliser notre voisinage ; agir face aux nombreux défis sécuritaires, migratoires, climatiques et environnementaux.

Si l'Union européenne veut peser demain sur la scène internationale pour y promouvoir ses valeurs et sa vision, elle doit renforcer sa crédibilité autant que sa cohérence sur le plan militaire.

Le Brexit représente, à mes yeux, l'occasion unique d'opérer enfin ce renforcement !

